

Les conséquences régionales et européennes de la situation en Ukraine

Autor(en): **Dugoin, Christine**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2014)**

Heft 4

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-781156>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



La concentration de forces armées à proximité des frontières (ici des T-90 russes), qui n'avait guère été vue depuis la fin de la guerre froide, fait réfléchir à la nécessité de disposer d'unités capables d'assurer la défense territoriale.

Ukraine

Les conséquences régionales et européennes de la situation en Ukraine

Christine Dugoin

Chercheur, Institut de Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

L'effervescence qui a fait immédiatement suite à la supposée victoire du mouvement « Maïdan » vit un lendemain de fête douloureux, et il semble que cet état devienne contagieux par le biais des vases communicants de la géopolitique.

La situation s'est accélérée autour de l'enjeu ukrainien, suite à diverses décisions de son gouvernement provisoire et instable politiquement, l'Ukraine voit sa population encore plus divisée que jamais. L'Est reste véhément, pro-européen tout en étant nationaliste, l'Ouest se sent de plus en plus insulté et menacé, et la Crimée fait appeler à la Russie pour protéger sa population tout en nommant un Premier ministre fantoche mais qui permet d'agiter les angoisses d'une séparation de l'Ukraine en différents pays, l'Ouest d'un côté, et l'Est – avec ou sans la Crimée qui pourrait elle-même briguer une autonomie propre de l'autre. Dans le même temps, le parlement de Crimée est occupé par des hommes en armes et la nomination de ce chef de gouvernement découle d'une violation de la constitution. Enfin la tentative de neutralisation des forces ukrainiennes en Crimée ajoute encore à la tension présente.

Si tous ces éléments et leurs impacts immédiats sur la Russie, l'Union Européenne et Washington sont largement débattues, il ne faudrait pas oublier les effets collatéraux et les positions des autres pays.

A l'heure où les développements de la Crimée font penser à ceux connus par l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, il peut paraître utile d'étudier le comportement de la Géorgie qui, voisin de l'Ukraine, a vécu sa Révolution des Roses juste avant la Révolution Orange ukrainienne, et qui est également en prise géographique directe avec la Russie. La Géorgie, suite à sa Révolution des Roses de 2003, est entraînée dans un conflit armé en 2008 avec la Russie et les forces armées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. La Géorgie, après avoir subi une cyber-attaque déstabilisant le pays et dont la paternité sera attribuée à la Russie, perd cette guerre-éclair, et la Russie reconnaît

les états Abkhazie et Sud-Ossète comme indépendants. Aujourd'hui, la Géorgie vit toujours une relation extrêmement tendue avec la Russie et les abords de la frontière sud ossète demeurent un point chaud du conflit, comme récemment montré dans le cadre de la politique de « bordérisation » entreprise par les autorités russes. De leur côté, les géorgiens espèrent signer l'Accord d'Association avec l'UE en septembre prochain.

Fondamentalement pro-européenne, la Géorgie s'est appliquée à développer la transparence de ses institutions afin de lutter efficacement contre la corruption préalablement omniprésente. Dans le même esprit, elle s'applique à répondre au mieux aux attentes de l'UE et demande son entrée dans l'OTAN. Là encore, elle développe une politique proactive en intervenant aussi bien en Afghanistan qu'en Centrafrique.

La Géorgie ne manque pas cependant de préciser que si elle s'implique autant dans les forces de maintien de la paix internationales, c'est certes pour pouvoir rentrer dans l'OTAN mais également (et surtout) parce qu'elle se sent moralement obligée, mue par un mouvement de solidarité envers un peuple en souffrance. Façon diplomatique de rappeler que l'UE n'en a pas tant fait malgré ses déclarations démocratiques.

En parallèle, la Géorgie s'applique à développer une politique de dialogue tant avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud en adoptant une attitude de crise par la voie pacifique, tout en évitant des comportements qui pourraient être pris par Moscou comme une provocation, et ce notamment en essayant d'interpeller les groupuscules terroristes nord-caucasiens de retour de Syrie.

Ainsi, non seulement Tbilissi vient en aide à la Russie en participant activement à la sécurité régionale – nord-Caucasienne ou en proposant de sécuriser les jeux de Sotchi – mais étouffe toute accusation russe de passivité visant à lui nuire. La Géorgie double par conséquent sa politique proactive vers l'Europe et l'OTAN d'une position patiente envers la Russie – ce qui est en tout point

similaire à la proposition de politique de Washington de « patience stratégique. »

Dans le conflit ukrainien, la Géorgie a simultanément prêché pour l'entrée du pays en Europe, ce qui est logique avec leur propre positionnement, tout en signalant que les négociations avec la Russie dans leur nouveau format Zurab Abashidze/Grigory Karasin portaient de nombreux fruits sur les questions commerciales, économiques, humanitaires et culturelles. Une prochaine réunion sur ce format était d'ailleurs prévue en mars 2014. Ces déclarations démontrent effectivement la volonté de la Géorgie d'assurer pleinement ce rôle de facteur de pacification dans sa proche zone d'influence. En cela, elle est aidée par son autonomie énergétique qu'elle double d'une aide à la diversité des fournitures énergétiques de l'Union Européenne.

La Turquie a également récemment fait son entrée dans les ondes de choc provoquées par les événements ukrainiens. La proposition d'intervenir comme médiateur en Ukraine au motif qu'Ankara possède une « meilleure connaissance » de la région de par sa proximité géographique et le poids de l'histoire laisse songeur. De plus, jouer la carte du médiateur nécessaire à l'Europe alors que la Turquie a proposé sa candidature à l'entrée dans l'UE il y a quelques quatorze ans (temps qui n'a pas encore suffi à statuer sur l'entrée de la Turquie) n'est pas anodin. Notons également que rentrer en négociation avec la Russie peut permettre un premier point d'entrée pour ensuite développer des discussions autour des saoudiens, honnis des russes et qui inquiètent Ankara.

Les anciens membres du bloc soviétique désormais européens, inquiétés par la « propagation » du virus

démocratique en Ukraine, ont dernièrement fait part de leur réprobation lors du retrait du russe des langues officielles de l'Ukraine et ce pour plusieurs raisons. D'une part l'incompatibilité entre l'entrée dans l'Union Européenne et une action allant à l'encontre de la Résolution 192 de l'Union Européenne sur les langues régionales et minoritaires. D'autre part, de manière plus prosaïque, afin d'éviter de compromettre leur fragile équilibre interne. Enfin leur passé génère une antipathie profonde pour la Russie, ce qui explique l'appelle de la Pologne à l'OTAN au motif qu'elle se sente menacée par l'intervention russe en Ukraine.

Enfin comment ne pas évoquer la Serbie, pays candidat à l'entrée dans l'UE et issue de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie et de la « balkanisation » - phénomène désormais évoqué pour l'Ukraine. La Serbie a manifesté sa volonté d'intégrer l'Europe et tente de renforcer la stabilité interne entre autre en apaisant les relations entre Pristina et Belgrade via la signature d'un accord en avril 2013. La Serbie dans son attente d'entre en UE a signé plusieurs accords de libre échange avec ses voisins anciens composant de la Yougoslavie (ALECE) mais également avec la Turquie, avec la Russie (en 2008), avec le Turkestan, ainsi qu'avec l'Ukraine en 2011. Si la Serbie ne ménage pas ses efforts pour parvenir à une entrée dans l'UE, elle remarque avec une certaine amertume que bien moins d'efforts ont été demandés à son voisin croate.

Définitivement les secousses sismiques déclenchées par l'épicentre de Kiev ont déjà des répercussions bien au-delà des frontières de la seule Ukraine – mais quelles frontières ?

C. D.

Contre-concentration : Des parachutistes ukrainiens ont pris position à la frontière avec la Russie.

